



SUD PROVENCE ALPES
CÔTE D'AZUR - CORSE

INDUSTRIES DE CARRIÈRES ET MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

ACCORD ou AVENANT portant sur les SALAIRES MINIMAUX des OUVRIERS et ETAM

pour la région Sud Provence – Alpes – Côte d'Azur et Corse

Entre

D'une part,

- L'Union Régionale des Industries de Carrières et Matériaux de Construction (Sud Provence Alpes Côte d'Azur Corse) agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de ses syndicats adhérents et de ceux qui lui sont associés relevant des activités économiques mentionnées en annexe et, s'agissant de l'Association Syndicale Professionnelle Minéraux Industriels France, pour ce qui concerne exclusivement les Producteurs de Silice pour l'Industrie
- La Fédération de l'Industrie du Béton non signataire

Et d'autre part,

- BATI-MAT-TP CFTC
- CFDT CONSTRUCTION ET BOIS
- FG – FO CONSTRUCTION

Se référant à la Convention Collective Nationale du 22 avril 1955, à la Convention Collective Nationale du 12 juillet 1955, à l'Accord National du 10 juillet 2008 et notamment à son article 8.

Il a été convenu ce qui suit :

ND
W
u RA

Article 1 – Champ d’application professionnel

Le présent accord s’applique aux entreprises relevant exclusivement des activités économiques représentées par les organisations patronales signataires et dont la liste figure en annexe.

Il s’applique à toutes les entreprises relevant de son champ d’application professionnel quel que soit l’effectif, y compris aux TPE/PME.

Article 2 – Champ d’application territorial

Le présent accord s’applique dans les départements suivants : 04, 05, 06, 13, 83, 84 et Corse

Article 3 – Salaires mensuels minimaux garantis

Les salaires mensuels minimaux garantis aux ouvriers et aux ETAM sont ainsi fixés :

		Valeurs mensuelles (€) (+2.1 % par rapport à 2018)
Niveau 1	Echelon 1	1 522
	Echelon 2	1 573
Niveau 2	Echelon 1	1 579
	Echelon 2	1 604
	Echelon 3	1 652
Niveau 3	Echelon 1	1 659
	Echelon 2	1 685
	Echelon 3	1 736
Niveau 4	Echelon 1	1 745
	Echelon 2	1 773
	Echelon 3	1 835
Niveau 5	Echelon 1	1 841
	Echelon 2	1 899
	Echelon 3	2 032
Niveau 6	Echelon 1	2 065
	Echelon 2	2 147
	Echelon 3	2 318
Niveau 7	Echelon 1	2 364
	Echelon 2	2 509
	Echelon 3	2 731

B
4
2
AP

Article 4 – Détermination des salaires mensuels minimaux conventionnels

Conformément aux dispositions de l'article 6 de l'Accord National du 10 juillet 2008, les salaires minimaux fixés ci-dessus sont établis sur la base de la durée légale du temps de travail, soit 35 heures par semaine ou 151,67 heures par mois.

Le salaire mensuel minimum garanti comprend tous les éléments bruts de rémunération, y compris les avantages en nature, à l'exception :

- des sommes ayant le caractère de remboursement de frais,
- des rémunérations pour heures supplémentaires,
- des majorations prévues par la convention collective pour travail exceptionnel de nuit, du dimanche et des jours fériés,
- de la prime d'ancienneté pour ceux qui en bénéficient,
- des primes, indemnités et gratifications à périodicité de versement autre que mensuelle, de la prime de vacances conventionnelle,
- des sommes versées au titre de l'intéressement, de la participation aux résultats de l'entreprise et de l'épargne salariale.

Conformément aux dispositions du dernier alinéa de l'article 6 de l'accord du 10 juillet 2008, en cas de travail à temps partiel, la rémunération mensuelle garantie est calculée proportionnellement à l'horaire, non comprises les heures supplémentaires.

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises est de relever, s'il y a lieu les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux garantis tels que fixés à l'article 3.

Il est également rappelé en application de l'article L3221-2 du code du travail que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

Article 5 – Date d'entrée en vigueur

Cet accord s'applique à compter du 1^{er} janvier 2019.

Article 6 – Adhésion

Dans les conditions fixées aux articles L.2261-3 à L. 2261-6 du code du travail, toute organisation syndicale représentative de salariés non signataire du présent accord, ainsi que toute organisation syndicale patronale ou association d'employeurs ou des employeurs pris individuellement pourra y adhérer suivant les règles de droit commun en vigueur.

Handwritten signatures and initials in blue ink, including a large 'h' and a signature that appears to be 'AP'.

Cette adhésion devra être notifiée aux signataires de l'accord et fera l'objet d'un dépôt auprès des services du ministère du travail par la partie la plus diligente dans les conditions fixées à l'article D. 2231-8 du code du travail.

Article 7 – Dépôt et notification

En application de l'article L.2231.5 du Code du travail, la partie la plus diligente des organisations signataires du présent accord notifie le texte de l'ensemble des organisations représentatives.

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues aux articles D.2231-2 et D.2231-3 du Code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du Conseil des Prud'hommes.

Ce dépôt ne pourra être effectué qu'à l'issue du délai d'opposition de 15 jours qui court à compter de l'envoi par lettre recommandée avec A.R. de l'accord signé aux organisations syndicales représentatives.

Fait à Aix-en-Provence

Le 25 avril 2019

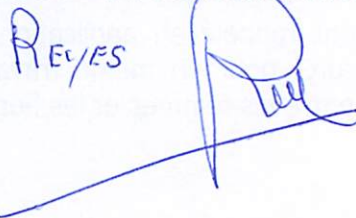
**Pour l'Union Régionale des Industries de
Carrières et Matériaux de Construction
«Unicem Sud Provence Alpes Côte d'Azur Corse»**

**Le Président de la Commission Sociale
Sébastien LANGLOIS**

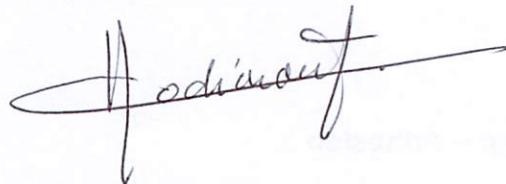


Pour la FIB
« Non signataire »
Pierre DIESLER

Pour FG – FO CONSTRUCTION



**Pour BATI-MAT-TP CFTC
P. HODIMONT**



Pour CFTD CONSTRUCTION ET BOIS



ANNEXE

LISTE DES ACTIVITES ECONOMIQUES RELEVANT DU CHAMP D'APPLICATION DES CONVENTIONS COLLECTIVES DES INDUSTRIES DE CARRIERES ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION ET ENTRANT DANS LE CHAMP DU PRESENT ACCORD

Sont visées les entreprises entrant dans le champ d'application des conventions collectives nationales des industries de carrières et matériaux de construction et relevant exclusivement des classes et groupes suivants :

Dans la classe 14

Minéraux divers

Le groupe 14.02 Matériaux de carrières pour l'industrie, y compris la silice pour l'industrie

Dans la classe 15

Matériaux de construction

Le groupe 15.01 Sables et graviers d'alluvions
Le groupe 15.02 Matériaux concassés de roches et laitier
Le groupe 15.03 Pierre de construction (à l'exception de l'ardoise)
Le groupe 15.04 Plâtres et produits en plâtre (à l'exception des entreprises appliquant la convention collective de l'industrie du ciment)
Le groupe 15.07 Béton Prêt à l'Emploi
Le groupe 15.09 Matériaux de construction divers

Dans la classe 87

Services divers (marchands)

Le groupe 87.05 pour partie, Services funéraires (marbrerie funéraire)

h 5 H RR